

# CTM

## 14 décembre 2015



17 décembre 2015

# finances Solidaires



## Coucou, ...

## Y'a « Qu'un qu'un »!

De ce CTM, 3ème en moins d'un mois, nous nous attendions pour le moins à obtenir enfin des réponses concrètes et positives aux différentes questions que nous posons depuis plusieurs mois, semaines, jours, et qui perdurent... Force nous est de constater que lorsqu'il s'agit de textes à faire passer concernant des restructurations, des décrets, contrairement à l'intérêt des agents, l'administration est plus réactive !

### Notre propos liminaire :

Ce Comité Technique Ministériel, dernier de l'année a priori, ne doit pas être pour nous un CTM balai afin de faire le point essentiellement sur la réforme territoriale, réforme territoriale pour laquelle nous attendons toujours la cartographie détaillée concernant les restructurations des différentes directions des ministères.

**Solidaires Finances** tient à replacer ce CTM dans le contexte général. En un mois les citoyen-ne-s que nous sommes, attaché-e-s à la démocratie et au respect du vivre ensemble, ont été confronté-e-s à deux chocs majeurs qui marqueront durablement ce début de siècle. Chocs qui doivent nous interroger à la fois sur le rôle de chacun dans l'exercice de ses fonctions et, en tant que citoyen-ne, nous faire réfléchir sur le rôle de l'Etat basé sur les principes républicains d'égalité, de liberté, de fraternité et de laïcité.

Les effets de la crise politique et sociale, déclinée en crise des institutions et de confiance, ne cessent de produire des effets néfastes : désaffection vis à vis de la notion de « collectif » et repli sur soi... Cette crise globale, dont les résultats ont pu être mesurés à l'occasion des toutes récentes élections régionales, a des ressorts profonds : chômage, précarité, inquiétudes devant l'avenir... Elle est par ailleurs alimentée par les politiques budgétaires de rigueur marquées par :

- des hausses d'impôts mal réparties : l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) vient de confirmer cet état de fait, les hausses d'impôt intervenus entre 2007 et 2014 ayant très majoritairement pesé sur les particuliers (impôt sur le revenu et TVA), tandis que la part de l'impôt sur les sociétés reculait ;

- une baisse des dépenses publiques qui se traduit par un repli de la présence et de l'efficacité des services publics.

Le recul de l'action publique, l'abandon par l'Etat que de nombreux concitoyens vivent (réductions de l'implantation des services publics de proximité, dématérialisation et déshumanisation à outrance), l'injustice sociale et fiscale qui perdure, sont à l'origine de ce sentiment qui se développe dans de très nombreuses couches de la population, y compris, en ce qui nous concerne, parmi les fonctionnaires...

Quel que soit l'angle sous lequel on l'aborde, cette crise est aussi une crise de la citoyenneté. Elle connaît plusieurs causes qui révèlent toutes l'aspiration à davantage de justice sociale. La justice sociale est devenue, pourtant, une formule vide de sens dans le vocabulaire des responsables politiques.

.../...

.../...

*Il en est de même du « dialogue social » que le gouvernement s'emploie à piétiner dès qu'il en a l'occasion. La liste est longue. Nous vous en rappellerons la dernière illustration concernant les agents des Finances comme tous les fonctionnaires, celle concernant l'« accord » PPCR ! Pour lequel d'ailleurs le mécanisme de transformation des primes en point d'indice ne sera abordée que jeudi 17 décembre pour une mise en application pour certains agents (la catégorie B) dès le 1er janvier 2016.*

*Que dire encore de la réforme territoriale menée au pas de charge sans véritablement se donner les moyens d'un véritable débat citoyen, interdisant ainsi toute possibilité d'expression contradictoire.*

*L'Union Syndicale Solidaires tout comme **Solidaires Finances** ne cessent de dénoncer ce « dialogue social » réduit à une somme d'indicateurs et qui ne se mesure qu'au nombre de réunions institutionnelles, à la durée de celles-ci, au nombre de kilo papier sans jamais aborder les véritables problèmes, soit en les contournant, soit en les reportant. Faisant apparaître ceux qui dénoncent ces agissements, ces méthodes, les organisations syndicales, comme des obsessionnels « jamais satisfaits » voire des « ringards », des « irresponsables ».*

*A force de chercher à déconsidérer les représentants syndicaux et donc les agents qu'ils représentent, de s'abriter comme récemment derrière des arguties juridiques pour ne pas répondre favorablement à leur demande de bon sens, leur adresser des fins de non recevoir aux revendications qu'ils portent, le gouvernement, les responsables administratifs, tant au niveau interministériel, ministériel que directionnel contribuent à alimenter le malaise général, l'absence de perspectives. Ce qui provoque encore plus de refuge et de repli sur soi, qu'il soit collectif ou individuel.*

***Solidaires Finances** est particulièrement inquiète dans ces conditions des seules perspectives avancées par les pouvoirs publics et nos ministères. Réduction des effectifs, concentrations, diminution des budgets y compris ceux dévolus à l'action sociale.*

*Lors du CTM du 1er décembre, nous n'avons pas eu de réponses concernant les annonces après attentats sur la question des effectifs. Ce CTM ayant principalement abordé les mesures de sécurité mises en oeuvre par les différentes directions et pour nombre desquelles nous sommes toujours en attente de communication des différentes circulaires et notes.*

*Nous revenons donc ici sur la question des moyens .*

*Annoncer avec solennité, au Congrès, 1 000 créations d'emplois à la Douane pour aboutir concrètement à 534, c'est, dans ce contexte si particulier, continuer à jouer avec les chiffres, tromper l'opinion publique, mépriser et mentir aux agents de la Douane. D'autant que cette annonce ne concerne qu'une partie des missions dévolues à la Douane qui, elles, continuent dans leur ensemble à être remises en cause par le Projet Stratégique de la Douane.*

*Le Ministère a une possibilité, et une seule, pour sortir de l'ornière. C'est la remise à plat du Projet Stratégique tel qu'il se préfigure à l'heure actuelle.*

.../...

# CTM

## dans le brouillard

Le secrétaire général a semblé n'avoir que trois objectifs en tête :

- acter la mise en oeuvre de la réforme territoriale à compter du 1er janvier 2016 et ses conséquences sur les services de Bercy sans communiquer la cartographie précise des implantations, du nombre de personnes concernées, service par service, direction par direction, services et agents confrontés directement ou indirectement à la Réate, la loi NoTRE et l'ensemble des restructurations pourtant promis par les ministres lors du CTM du 13 octobre dernier. ;
- lancer le cycle de discussion sur le plan accompagnement fonction publique sans préciser s'il avait des marges de manoeuvres pour les agents des ministères économiques et financiers ;
- établir le calendrier des réunions et leurs thèmes pour le 1er semestre 2016.

Une fois de plus le secrétaire général s'est livré à son exercice favori de rhétorique dilatoire. Exercice dans lequel il se complait depuis plus d'un an au nom d'une méthode, qu'il est bien le seul à comprendre.

Force est de constater que sur ce projet de réforme territoriale de l'Etat calqué sur les nouvelles régions, le secrétariat général a « laissé la main » aux nouveaux préfets de région. Que vont devenir les agents des ministères économiques et financiers affectés dans les DREAL, les DIRECCTE, les DDI, ceux qui voient la capitale administrative de leur région changer...?

Le secrétariat sous estime manifestement le nombre d'agents concernés (aux alentours de 500) et sous-estime également les répercussions négatives sur les conditions de vie et de travail que ces restructurations d'ampleur entraînent.

Quant à l'élaboration du futur calendrier des réunions, aucune distinction dans les thèmes proposés entre ceux relevant d'un niveau de groupe de travail (initialement prévus en fin d'année mais différés en 2016) et ceux qui nécessitent des débats approfondis sur les périmètres directionnels et ministériels de demain.

Cela semble démontrer l'incapacité ou l'absence de volonté du secrétariat général d'impulser des réflexions de fonds. Malgré nos demandes insistantes et répétées, il semble n'avoir aucune intention de soumettre à la concertation « sociale » la question de l'évolution des missions ministérielles et directionnelles et des moyens humains et budgétaires nécessaires pour les exercer .....

Pourtant les événements récents commandent impérieusement un renforcement des missions des ministères économiques et financiers notamment en matière de contrôles (fiscal, budgétaires, douanières, consommation, sites sensibles de type SEVESO....).

# Peu d'éclaircies dans les réponses

## Mesures de sécurité

Concernant la communication des notes et directives des directions sur la mise en oeuvre des mesures de sécurité, seule la DGFIP les a communiquées ; pour les autres directions.....elles étaient occupées, elles n'ont pas eu le temps ... et n'ont pas vu la nécessité de répondre à la demande des organisations syndicales et du secrétariat général. Pourtant dès le 16 novembre ,cette demande leur avait été faite, puis réitérée à chaque réunion sur le sujet.

Pour Solidaires Finances et nous l'avons redit, il est important sur ce sujet que tous les agents des ministères économiques et financiers dans un même département, voire une même région, bénéficient des mêmes dispositifs. Il n'est pas acceptable, un mois après, qu'une harmonisation ministérielle des dispositifs n'ait pu se mettre en place parce que certains responsables n'ont simplement pas transmis les documents demandés. Il y a plus que jamais nécessité d'une coordination ministérielle sur ce sujet.

Dans ce sens, le dispositif mis en place à l'INSEE et décrit oralement lors du CTM du 1er décembre , dispositif concernant les agents isolés (notamment enquêteur), devrait servir de base pour construire un dispositif ministériel applicable aux autres directions ... Nous avons fait remarquer qu'il pourrait en être de même concernant les agents d'accueil.

Le ministère a demandé l'inscription des questions de sécurité à l'ordre du jour des CHSCT locaux.

## Rapport IGA/IGF sur la DGCCRF

Niant «les fuites», et précisant qu'aucune décision n'est encore prise, le Secrétaire Général des ministères économiques et financiers, M. De Jekhowsky, a indiqué aux représentants du personnel que « le rapport sera présenté dans les jours qui viennent, vraisemblablement début janvier, par la mission IGA/IGF aux quatre ministres commanditaires et le cabinet fixera ensuite une date pour une réunion avec les représentants du personnel, début janvier permettant d'avoir un échange sur les propositions ». Pour Solidaires Finances, ce retard n'est pas de bon augure car, plus les mois, les semaines, les jours passent, et plus l'argument de la difficulté sera utilisé.

## Douane

La crainte d'un transfert sans autre forme de procès du droit de francisation des navires semble conjurée. Une proposition de loi visant à créer un document unique devrait être examinée au Parlement en février 2016.

## Transferts de services à la Porte des Lilas

En ce qui concerne l'installation de services douaniers (450 agents) à la Porte des Lilas à Paris, des arbitrages seraient encore en cours de finalisation. On ne peut pas dire que l'administration ait brillé par sa transparence dans cette affaire, avant une note récente du directeur local, pour le moins étrangement aboutie.

.../..

*Tout le monde, ministres et secrétaire d'Etat compris, a pu constater que la DGDDI n'était pas forcément prête à relever la nature du défi qui s'impose à elle depuis le 13 novembre. De même, elle n'a pas ou peu modifié sa trajectoire depuis les attentats de janvier. Le constat est patent, y compris jusque dans des sujets techniques mais touchant à la sécurité vitale des agents (notamment gilets pare-balles, armement,...)*

*Les responsables politiques et administratifs ont aujourd'hui l'opportunité de prendre une décision politique fondatrice. Faut-il désespérer qu'elle soit finalement prise, malgré tous les (mauvais) signes reçus jusqu'à présent ?*

*Pour Solidaires Finances, il faut renforcer véritablement les services de l'Etat engagés dans la lutte contre la délinquance financière et par conséquent doter également la DGFIP de moyens humains et juridiques supplémentaires.*

*Au regard de ses missions (contrôle fiscal, recherche), la DGPIPI joue en effet un rôle essentiel notamment dans la lutte contre la délinquance financière et contre la fraude fiscale qui ont des liens évidents avec les questions touchant au financement du terrorisme, du trafic d'armes etc.*

*Or, la contrainte budgétaire que subit la DGFIP entraîne des réorganisations de service notamment sur la mission de contrôle. Ces restructurations mettent en danger cette mission. Ces choix remettent en cause la présence physique sur l'ensemble du territoire des différents acteurs du contrôle qui, de part leur connaissance affinée du terrain et du tissu fiscal, permettent d'assurer l'efficacité nécessaire au bon exercice de la mission dans son intégralité.*

*Pour Solidaires Finances, la DGFIP doit avoir les moyens budgétaires (emplois et crédit de fonctionnement) et juridique pour assurer l'ensemble des missions qu'elle exerce. Cette exigence est légitime et indispensable dans le contexte que traverse notre pays. Dans ce cadre la DGCCRF ne doit pas être oubliée.*

*Où en sommes nous du rapport de la mission conjointe IGA/IGF qui devait être remis le 20 novembre au ministre ? S'il était prévisible que ce rapport ne soit pas finalisé dans le temps imparti compte tenu de l'ampleur de la tâche et du contexte, nous ne comprenons pas, par contre, que certains des principaux responsables politiques et administratifs commentent allègrement ce rapport en réunion officielle. Pire, nous dénonçons que lors de la réunion avec les DDI, ils se soient livrés à une charge contre la CCRF et ses agents.*

*Depuis 7 ans, nous revendiquons que cette administration retrouve sa capacité d'enquête tant en effectifs qu'en reconstruisant une chaîne de commandement verticale. Nous attendons donc de votre part des réponses sur le rapport de l'IGA/IGF.*

*Nous profitons de ce CTM pour dénoncer les suppressions d'emplois que subira encore en 2016 le service commun des laboratoires. Cette saignée dans les effectifs amène à des difficultés dans la capacité d'analyse du SCL pour ses deux administrations de tutelle.*

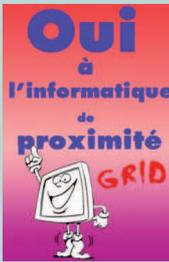
.../...

.../...

Ces analyses sont en effet utilisées, notamment en période de fêtes, pour démontrer l'action de l'Etat en matière de protection des consommateurs et de lutte contre les fraudes. Si aucune mesure de réajustement des effectifs n'est prise, nous pouvons redouter que la seule alternative soit la fermeture d'un ou plusieurs sites. Encore une illustration de l'affaiblissement de l'Etat et de Bercy qui donne le sentiment aux agents que leur travail n'est pas reconnu.

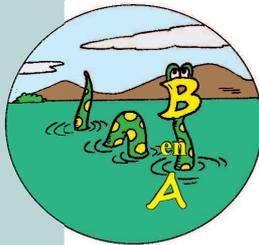
En administration centrale, nous nous heurtons également à des effets d'annonces. La décision de renforcer la lutte contre le financement du terrorisme se traduit dans les faits par, notamment à la Direction générale du Trésor, un redéploiement interne dans une structure qui, dans le cadre budgétaire 2016, doit perdre plusieurs dizaines d'emplois. Comment y voir une volonté de mettre en œuvre une véritable politique de contrôle ? Comment prétendre à l'efficacité ? Le tout s'opèrera, encore une fois de plus, au détriment des conditions de vie au travail des agents qui voient leur charge de travail et l'amplitude de leurs horaires exploser !

Toujours en centrale, deux l'un concer- et l'autre les rent depuis plu- jour, on ne voit moindre ébau- Deux constats encore et tou- de dialogue et effectifs. Qu'avez-vous à nous dire, sinon jouer le pourrissement....?



administration conflits sociaux, nant les Grids CTRSS, perdu- sieurs mois. A ce pas poindre la che de solution. s'imposent : jours le manque la réduction des

Dans le cadre des autres sujets pour lesquelles nous sommes en attente de réponses, notamment lors de l'examen des questions diverses (qui ne nous sont parvenues que ce matin), il en est un qui exige enfin une réponse positive après 10 ans d'attente : où en sommes nous du B en A qui devait trouver une issue rapide?



Concernant la mise en place des PPCR, les premières propositions de l'administration au sujet de la prise en compte de la valeur professionnelle sont un facteur de divisions au moment où le contexte général implique un renforcement des collectifs de travail et non pas de les faire éclater.

A rebours de ce que nous connaissons, le contexte commande que Bercy soit renforcé plutôt qu'affaibli. C'est de votre responsabilité. Il est urgent que, face aux enjeux, de nouvelles relations sociales s'établissent dans nos ministères.

M'accuser de ne pas respecter le dialogue social alors que j'ai dit bonjour !



## Renégociation du Bail du Valmy

Nous n'avons obtenu aucune précision, ni sur l'état de la renégociation, ni sur le montant des loyers et des charges. Ceci est d'autant plus inquiétant que ce bâtiment abrite les trois associations - ALPAF, EPAF, AGRAF - et que le loyers des locaux qu'elles occupent est désormais à leur charge. Charges qui, additionnées à la baisse globale de la subvention, ne sont pas sans conséquence sur les budgets des associations, donc les moyens dont elles disposent, et sur le nombre des prestations qu'elles peuvent verser.

## Zones urbaines sensibles

Face aux refus des différentes directions d'appliquer la réglementation en vigueur concernant les zones urbaines sensibles devenus quartiers prioritaires de la ville, les recours devant les tribunaux administratifs se sont multipliés.

A ce jour les chiffres communiqués par le secrétariat général sont éloquentes : 5 500 à la DGFIP, 900 à la Douane, des recensements sont en cours à la DGCCRF, à l'INSEE.....

## GRIDS (Gestionnaire des Ressources Informatiques Déconcentrées)

Le secrétariat général par la voix de sa directrice des ressources humaines s'est engagée à faire des propositions permettant des discussions sur les problématiques métiers, l'articulation mission/emploi, l'établissement d'une cartographie précise.

## B en A

Ce dossier qui devait trouver une solution imminente en mai dernier... après 10 ans d'atermoie- ments ..... est à nouveau mis en attente !!! ... mais devrait faire l'objet d'une nouvelle rencontre avec les fédérations en janvier...2016 !!!



Solidaires Finances vous souhaite de passer d'excellentes fêtes de fin d'année.

